

Politique | Le premier budget de la Nouvelle-Aquitaine est adopté



C'est en quelque sorte le premier véritable budget de la nouvelle Nouvelle-Aquitaine qui a été voté hier lundi 13 février par les élus régionaux... ou à tout le moins par ceux de la majorité. Un budget primitif pour 2017 qui assume l'ensemble du nouveau périmètre des compétences régionales post réforme et se veut la feuille de route comptable des priorités posées par l'exécutif et son Président Alain Rousset. Un budget présenté par sa toute nouvelle Vice-présidente aux finances, Andréa Brouille, élue à l'occasion de cette séance, qui a ainsi officiellement pris la suite de Jean-François Macaire. Un siège dont il n'a que peu profité, suite à la découverte du dossier financier picto-charentais en début de mandature.

Dans son discours liminaire Alain Rousset est revenu sur les priorités d'intervention de l'action régionale, portées par ce budget à 3 Mds €. Il liste d'abord : « la poursuite d'une politique économique proactive », « l'amplification de l'effort sur la recherche et son décloisonnement à destination des entreprises et de l'emploi », ou encore la poursuite du plan 500 000 formations.

Autre défi, « le plus grand », selon lui : celui de l'agriculture et de l'agroalimentaire. Dans le contexte difficile d'une seconde épizootie de grippe aviaire, rappelé par plusieurs élus de tout bord (et le vote d'une motion en fin de séance), le Président répète son ambition aux allures de mantra, « de renouveler le modèle agricole pour passer d'un système de compensation à un modèle d'innovation ».

Autre priorité de la région, le transport. Outre les nouvelles compétences autour des transports scolaires et intercity à compter du 1er septembre 2017, « la priorité de la région c'est les TER, il faut poursuivre la réhabilitation des lignes voyageurs et fret », pose Alain Rousset. Une thématique transport qui divise sur les bancs de l'hémicycle régional. Si tous saluent l'effort de rénovation des lignes TER, c'est la division concernant le financement d'études de la ligne Oloron-Bedous qui ne convainc pas l'opposition, ou encore à propos de la ligne LGV GPSO au Sud de Bordeaux qui trouve contradiction hors et dans la majorité sur les bancs du groupe EELV. A tel point d'ailleurs que si le groupe a voté le BP 2017 dans sa globalité, il a voté contre le chapitre dédié au transport qui prévoit le financement d'acquisitions foncières en vue de cette future LGV.

"La Nouvelle-Aquitaine est candidate pour expérimenter la vignette carbone"

Autre priorité nouvellement formalisée dans l'organisation même de la région: « la jeunesse et la citoyenneté autour des questions de logement, d'éducation, de mobilité, d'aide au permis de conduire », égrène le président, avant d'évoquer l'ambition régionale sur la transition énergétique. A ce sujet d'ailleurs il annonce que « la Nouvelle-Aquitaine est candidate pour expérimenter la vignette carbone sur son territoire. Pour développer la transition énergétique, il nous faut une recette qui lui soit spécifique ».

Enfin, en terme d'aménagement du territoire, « La taille de la région ne doit pas entraîner un éloignement avec nos territoires. Nous avons à revoir notre politique contractuelle pour l'adapter au mieux aux territoires en situation de fragilité ». Une thématique de l'aménagement du territoire, sur laquelle les élus de l'opposition n'ont pas manqué de souligner, dans le budget étudié ce lundi, « la baisse vertigineuse des crédits », selon l'expression de Joan Taris, pour le Modem, qui considère au côté de Jean Dionis du Séjour de l'UDI, dénonçant quant à lui « une politique de la ville pour le moins sacrifiée », que « la Région devrait être le bras armé de la guerre contre la fracture territoriale ». A tel point d'ailleurs qu'il propose « un budget spécifique à l'aménagement du territoire qui soit en augmentation et sanctuarisé ».

Un regret fortement exprimé aussi par Yves d'Amécourt en réponse, auquel Alain Rousset reconnaît que « oui, en la matière il y a des fins de programmes, et de dispositifs parce qu'ils flambaient (le FRIL en ex Poitou-Charentes notamment). Il faut qu'on réinvente l'aménagement du territoire avec les moyens qui sont les nôtres. Or nous n'avons pas les moyens d'un land allemand ou d'une province italienne », a-t-il glissé avant d'ajouter que « le Très Haut Débit est un élément de l'aménagement du territoire sur lequel nous avons multiplié les crédits par 10. Or, le THD apparaît comme une priorité pour les maires. Vous, vous voulez intervenir partout : mais en faisant ainsi vous n'intervenez de manière structurante nulle part. »

"Les voyants de gestion de la nouvelle région sont passés du vert à l'orange"

Concernant le plan plus strictement financier, le Modem par la voix de Joan Taris considère que « la nouvelle région ne fait pas ses preuves ». Un avis partagé par tous les groupes de l'opposition, du FN à l'UDI en passant par les élus LR. Au rang des critiques répétées par chacun : « un taux d'épargne brute à 9,8%, là où il était encore à 29% au compte administratif 2015 », rappelle Jean Dionis du Séjour (UDI) et « une capacité de désendettement désormais à 8,2 années qui passe le seuil d'alerte des 7 ans », souligne l'élus frontiste Jean-Marc De Lacoste.

Deux éléments qui selon Jean Dionis démontrent que « les voyants de gestion de la nouvelle région sont passés du vert foncé à l'orange. Les jours heureux de l'ancienne Aquitaine sont finis ». Et de comparer la nouvelle région à « un colosse au pied d'argile » nécessitant de réviser « son logiciel de gestion ». S'il en tire le constat qu'il faut maintenant « baisser la voilure, adapter la capacité d'investissement à la diminution relative de votre épargne nette », Yves d'Amécourt (LR) préfère quant à lui évoquer « la recherche d'une méthode d'optimisation de nos propres investissements »...

Par contre les deux hommes se retrouvent sur un même constat « l'absence de réflexion pour réduire les coûts et baisser les dépenses de personnel. » Mais parallèlement, sur la question des recettes fiscales, tout en regrettant que les dotations de l'Etat sont une fois encore au plus bas, l'élus LR pointe à propos de la fiscalité désormais harmonisée des cartes grises et de la TICPE (taxe sur le carburant) que « la pompe à essence est devenue une pompe à fric, et pour tout dire, une pompe funèbre tant elle pèse dans le pouvoir d'achat des ménages ! ».

Autant d'inquiétudes que Stéphane Delpeyrat, président du groupe PS, choisit de tourner en dérision, s'inquiétant « du syndrome du catastrophisme » chez ses collègues de l'opposition. Et de souligner que « l'agrégation des trois budgets des ex-régions dont une avait d'excellents ratios, une autre des ratios corrects et la troisième des ratios très dégradés amène la nouvelle région, c'est arithmétique, à avoir des ratios moins bons que la région qui avaient les meilleurs ratios avant la fusion... » Et de défendre la stratégie de l'exécutif régional : « rester sur les priorités régionales », tout rappelant qu'avec un budget en légère baisse à périmètre constant : les « efforts ont été réalisés ».



Solène Méric

Crédit Photo : Aqui.fr
Publié sur aqui.fr le 14/02/2017
[Url de cet article](#)